

SOLIDARITÉ



FOCUS

Justice climatique



SUISSE

SOLIDAR

LUTTER POUR UN MONDE ÉQUITABLE



Felix Gnehm
Directeur de Solidar Suisse

**CHÈRE LECTRICE,
CHER LECTEUR,**

Le monde fascinant de l'Indonésie doit sa beauté à ce que l'on appelle l'anneau de feu, une zone à forte activité sismique autour du Pacifique. Cédant aux tensions en septembre 2018, une zone de rupture de 150 kilomètres de large au fond de l'océan a déchargé toute son énergie sous forme d'un violent séisme marin au nord de l'île de Célèbes. Celui-ci a déclenché un raz-de-marée aussi haut qu'un immeuble, dévastant des bandes côtières entières. Cette double catastrophe naturelle a fait 4300 morts, plus de 14 000 blessé-e-s et détruit les habitations de 200 000 personnes. Solidar Suisse a immédiatement fourni une aide humanitaire. Des dizaines de milliers de personnes ont désormais accès à l'eau potable, à des latrines, à des prêts ainsi qu'à une aide financière directe. La terre a tremblé une nouvelle fois au début de cette année, provoquant encore d'énormes dégâts, d'innombrables blessé-e-s et des dizaines de mort-e-s. Là encore, notre équipe humanitaire a réagi en collaboration avec notre organisation partenaire indonésienne.

L'être humain est tout simplement incapable d'agir sur de tels phénomènes. Or le réchauffement climatique n'est pas comparable. Ses conséquences menacent les Indonésien-ne-s dans une tout autre mesure que nos populations : récifs coralliens blanchis, montée du niveau de la mer, sécheresses au milieu des tropiques. Je suis toujours très impressionné par la volonté de vivre et de résister des personnes touchées ainsi que par leur solidarité. Réunissons-nous, en Suisse, à nous solidariser avec ceux et celles qui sont les plus touché-e-s par la crise que nous avons nous-mêmes causée ? Je souhaite que la lecture de notre édition sur ce thème y contribue.

Felix Gnehm

SOMMAIRE

04



Focus – Justice climatique

- 04 Le changement climatique frappe plus durement les pays du Sud et accroît les inégalités
- 08 L'aide d'urgence et une bonne préparation protègent les populations des conséquences des catastrophes
- 09 Au Salvador, on agit sur le climat avec des variétés de plantes résistantes
- 10 Burkina Faso : garantir la sécurité alimentaire malgré le changement climatique
- 11 En dépit de tous ses défauts, la loi sur le CO₂ est une étape nécessaire
- 12 Augustin Fragnière, penser la justice face à la crise climatique

13 Solidar recommande

VOB – les mêmes chances sous le hidjab avec le heavy metal

14 À chaud

Coup d'œil sur l'actualité

15 Un œil sur

Fair Toys : agir sur le long terme

16 Le défi

Les débuts tempétueux de Beat von Däniken, coordinateur de Solidar au Mozambique

19 Ensemble

S'engager avec Solidar Suisse

15



16

17 Chronique

18 Sudoku et revue de presse

19 Impressum

20 Grève pour l'Avenir

FOCUS - JUSTICE CLIMATIQUE





Des paysannes du Burkina Faso cultivent leurs champs avec la méthode de la demi-lune, afin que ceux-ci s'assèchent moins vite.

Le changement climatique frappe plus durement les populations des pays du Sud tout en creusant les inégalités. Solidar Suisse soutient les populations vulnérables à ses effets. Nous devons toutefois assumer notre responsabilité au nord si nous voulons lutter contre les causes.

SOMMES-NOUS TOUS DANS LE MÊME BATEAU ?

Texte : Joachim Merz, responsable du programme Afrique australe et Bolivie. Photos : Andreas Schwaiger. Graphique : art.l.schock

Que signifie la justice climatique ? Que nous, dont les modes de vie et de production sont les principaux responsables du changement climatique, fassions des efforts pour réparer les dégâts et arrêter le réchauffement de la planète, et que celles et ceux qui sont touchés de manière disproportionnée par les conséquences du changement climatique puissent compter sur la solidarité des pollueurs.

Des paroles en l'air

Ces deux principes sont tout de suite compréhensibles. La politique ne se fait cependant pas tant avec des principes qu'avec des intérêts. Ainsi, les nations industrielles riches et leurs habitants, par exemple la Suisse, ont au mieux reconnu ces deux principes dans leur discours, mais n'en ont guère tiré les conséquences pratiques. Nous ne voulons pas restreindre nos habitudes quotidiennes, pas plus qu'augmenter les fonds nécessaires à la réparation du dommage et aux mesures d'adaptation ou rendre plus équitables les règles du commerce mondial.

Alors qu'en Europe aussi, nous constatons que les étés sont plus chauds et les hivers plus doux, les sécheresses plus longues et les précipitations plus abondantes, les effets du changement climatique, désastreux pour des millions de personnes, frappent beaucoup plus durement le sud de la planète. Aujourd'hui déjà, la vie de nombreuses personnes est marquée par les sécheresses endémiques en Afrique subsaharienne, des tempêtes tropicales plus fréquentes et plus fortes sur l'Asie du Sud-Est, les Caraïbes et l'océan Indien, l'élévation du niveau des mers et les inondations côtières, les incendies de forêt dans les zones tempérées et l'augmentation du nombre de jours de

« Les riches ont de meilleurs canots de sauvetage et couleront plus tard. »

chaleur mortelle par an. De plus en plus souvent, des récoltes entières sont détruites et des vies humaines perdues. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) prévoit qu'entre 2030 et 2050, près de 250 000 personnes par an mourront à cause

du changement climatique, du fait du paludisme, de la malnutrition, de la diarrhée et du stress thermique. De plus en plus de personnes quitteront leur pays faute de moyens de subsistance. Selon les estimations de la Banque mondiale, 10,3 millions de personnes ont quitté leur foyer en raison du changement climatique rien qu'au cours des six derniers mois, et d'ici à 2050, 143 millions de personnes pourraient devenir des réfugié-e-s climatiques. Les conflits vont augmenter.

Le changement climatique accroît les inégalités extrêmes

Le changement climatique menace les droits humains universels tels que le droit à la vie, à l'eau, à la nourriture et à un logement adéquat, et donc le code de base de la coexistence humaine. Il aggrave l'inégalité sociale et économique entre les pays et au sein de chaque pays. En septembre 2020, l'organisation de développement Oxfam a constaté que les 10 % les plus riches de la population mondiale, dont fait partie la Suisse, sont responsables de plus de la moitié de toutes les émissions de CO₂, tandis que la moitié la plus pauvre n'en cause que 7 %.

La justice sociale est nécessaire à la justice climatique

Sommes-nous quand même tous dans le même bateau ? En principe oui. Mais les riches ont de

Le dérèglement climatique creuse l'inégalité sociale

Part de la population mondiale

Les 10 % les plus riches



Les 40 % de la classe moyenne



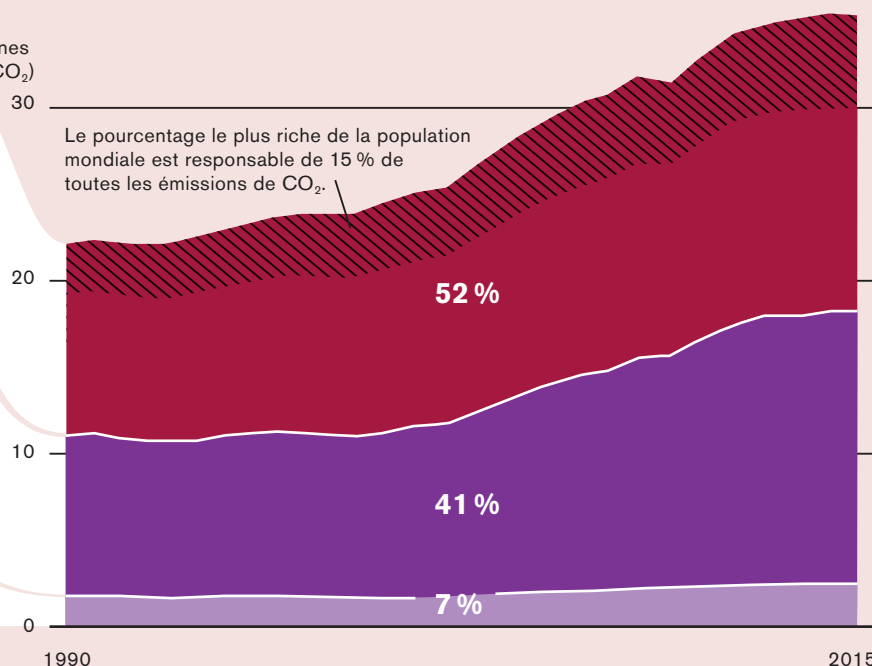
Les 50 % les plus pauvres



Part aux émissions de CO₂ mondiales entre 1990 et 2015

Mia. tonnes CO₂ (GtCO₂)

Le pourcentage le plus riche de la population mondiale est responsable de 15 % de toutes les émissions de CO₂.



meilleurs canots de sauvetage et couleront plus tard. La climatisation dans la voiture, à la maison, au bureau et au fitness ainsi qu'une maison située dans les zones climatiques tempérées rendent le réchauffement de la planète plus supportable que dans le bidonville de Nairobi ou les bandes côtières inondées du Bangladesh. La justice climatique ne peut être atteinte sans justice sociale, et vice versa. Le progrès et le développement ne peuvent plus se penser sans durabilité écologique. En conséquence, le Programme des Nations Unies pour le développement PNUD a inscrit dans son rapport 2020 deux indicateurs supplémentaires visant la définition du développement humain : aux trois indicateurs classiques que sont la santé, l'éducation et le revenu, s'ajoutent les émissions de CO₂ par habitant et l'empreinte écologique de chaque individu.

Adaptation au changement climatique

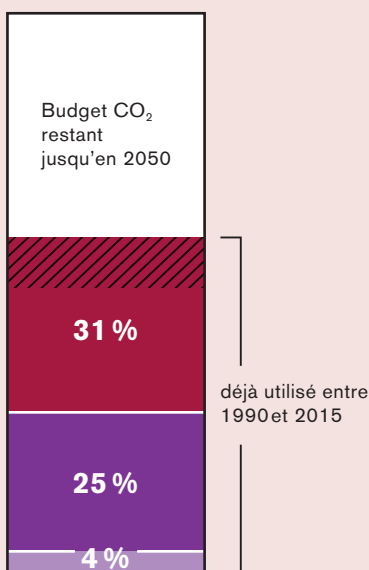
Les organisations partenaires et les bénéficiaires de Solidar Suisse sont aujourd'hui déjà touchés par des catastrophes liées au dérèglement climatique, tendance croissante. Nous y répondons à différents niveaux, comme le montrent les récits de nos projets dans les pages suivantes. Mais une chose est sûre : même si ceux-ci sont absolument nécessaires en Amérique latine, en Afrique subsaharienne et en Asie, ils ne sont littéralement qu'une

goutte d'eau dans la mer. Ce qu'il faut avant tout c'est qu'au nord nous prenions nos responsabilités. Nous devons commencer par nos modes de vie et nos habitudes de consommation et faire preuve de solidarité envers les plus vulnérables, et ce, maintenant, pas dans vingt ou trente ans.

Salvador : lutter contre le dérèglement climatique avec des variétés de plantes résistantes.

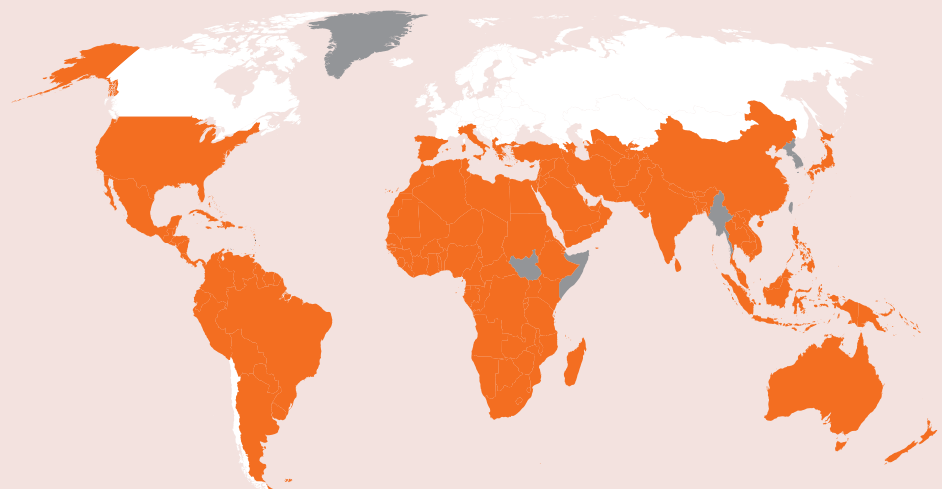


Part au budget CO₂ mondial pour l'objectif climatique 1,5 °C



Sans mesures de prévention, le budget CO₂ restant sera épuisé en 2030.

Les conséquences économiques du dérèglement climatique touchent surtout les plus pauvres.



- Impact négatif important sur le produit national brut d'ici 2100
- Aucune donnée disponible

MIEUX ÉQUIP·É·S CONTRE LES CATASTROPHES

Solidar Suisse aide les personnes concernées à s'adapter au réchauffement climatique, à se préparer aux catastrophes et à faire face à leurs conséquences.

Texte : Christian Gemperli, responsable d'équipe Aide humanitaire. Photo : Solidar Suisse



Solidar Suisse apporte une aide d'urgence aux victimes de l'ouragan Eloise au Mozambique.

Inondations en hausse, ouragans plus fréquents et plus intenses, sécheresses plus longues : selon l'Organisation météorologique mondiale, le nombre des catastrophes naturelles, dont la plupart étaient dues au climat, a presque quintuplé depuis les années 1970. Les pays industrialisés sont également concernés, mais chez nous les effets sont le plus souvent moins graves puisque nous pouvons mieux nous protéger, préventivement et contre les conséquences. Les catastrophes liées au climat touchent toutefois toutes les personnes pauvres et marginalisées, où qu'elles soient, car elles vivent dans des régions vulnérables, dans des maisons instables, avec peu d'économies. Le dérèglement climatique aggrave la situation dans les régions où on se dis-

pute déjà des ressources. Le Conseil de sécurité de l'ONU considère désormais le changement climatique comme le plus grand défi du XXI^e siècle.

Sécheresses et inondations

Au nord du Burkina Faso, les tensions s'accroissent entre les paysan-ne-s et les éleveurs et éleveuses : la terre et l'eau se font de plus en plus rares en raison de l'avancée du désert et les récoltes ne cessent de se perdre. Voilà un terreau idéal pour les groupes armés de la région. De nombreux pays sont confrontés, à intervalles de plus en plus rapprochés, à des catastrophes qui se chevauchent souvent dans le temps. Par exemple, le cyclone Idai a frappé le Mozambique en mars 2019. La forte sécheresse qui l'a précédé a aggravé les effets des inondations sur l'agriculture. Quelques semaines plus tard, le cyclone Kenneth, la plus forte tempête jamais enregistrée, a frappé le nord du pays. En décembre 2020 et début 2021, les cyclones Chalane et Eloise ont à nouveau dévasté la région, alors que la population ne s'était pas encore remise des dommages du cyclone Idai.

Éviter d'être pris au dépourvu

En 2018, 108 millions de personnes dépendaient de l'aide humanitaire suite à des catastrophes. Les expert·e·s craignent que ce nombre augmente de 50 % jusqu'en 2030. Comme organisation qui s'engage tant dans la coopération au développement que dans l'aide humanitaire, Solidar Suisse répond sur un plan holistique aux défis qui vont croissant. Nous renforçons la prévention dans les pays toujours plus touchés par les catastrophes pour mieux équiper les communautés locales. Ce faisant, nous travaillons avec les autorités locales et la société civile, comme au Mozambique. Nous favorisons en outre la capacité de nos organisations partenaires et des acteurs de la société civile à réagir rapidement en cas de catastrophe environnementale. Des mesures à long terme sont néanmoins nécessaires pour s'adapter aux changements engendrés par le climat. C'est pourquoi Solidar soutient le développement de méthodes de culture ménageant l'eau et les sols dans les régions du Burkina Faso ravagées par les sécheresses (voir page 10). En effet, la prochaine sécheresse sera bientôt là.



Votre don est utile

Avec un don de 50 francs, nous pouvons distribuer à des personnes touchées trois kits d'hygiène avec des tablettes de chlore, du savon, de la lessive et des langes. Avec 100 francs un spot de sensibilisation de la population peut être radiodiffusé durant une semaine au Mozambique et avec 150 francs un comité local de prévention des catastrophes peut suivre un perfectionnement.

DE NOUVELLES PERSPECTIVES

Des variétés de plantes résistantes et une agriculture écologique offrent de nouvelles perspectives aux jeunes du Salvador.

Texte : Monika Hess, responsable du programme Amérique centrale. Photo : Solidar Suisse

Une grande partie du Salvador se situe dans la ceinture sèche du « corredor seco », fortement affectée par le changement climatique. Ici, les précipitations extrêmes alternent avec de longues périodes de sécheresse, et les mauvaises récoltes sont en augmentation. Ainsi, en raison de la hausse des températures en 2013 et 2014, la rouille du café, une maladie fongique, a frappé de nombreuses plantations de café. Après cette sécheresse particulièrement sévère, toute la région a souffert de mauvaises récoltes, situation encore aggravée par El Nino l'année suivante. Beaucoup de paysan·ne·s ont perdu jusqu'à 80 % de leur récolte de maïs, le Ministère de l'agriculture estimant les pertes à plus de 100 millions de dollars. Comme si cela ne suffisait pas, certaines régions ont été frappées d'une sécheresse extrême en 2018 et 2019, et l'année 2020 a vu plusieurs ouragans causer d'énormes dégâts.

Des variétés adaptées

L'adaptation au changement climatique est un défi majeur pour la petite paysannerie qui vit de l'agriculture de subsistance et de la vente de ses produits sur les marchés locaux. Les paysan·ne·s n'ont pas les moyens de compenser la perte des récoltes et ont peu de connaissances sur les méthodes de cultures durables. C'est pourquoi Solidar Suisse soutient des familles de petits paysans de quatre municipalités du centre et du nord du Salvador pour développer des méthodes ménageant les ressources. Nous mettons à leur disposition des semences de variétés plus résistantes et encourageons la création de jardins potagers. Les silos permettent également de stocker les semences et les récoltes en toute sécurité. Grâce aux filtres à eau, les eaux usées sont récupérées, et de petites serres ainsi que l'utilisation d'engrais organiques augmentent la production. Intégrées au programme de l'Institut agricole de l'Université du Salvador, les expériences des participants contribuent au développement de stratégies efficaces d'adaptation. En contrepartie, l'université forme les comités

de protection civile, les autorités et les étudiants à la prévention des catastrophes afin que la population sache comment se protéger.

Créer des perspectives

Un accent particulier est mis sur l'implication des jeunes dans l'agriculture écologique. Ils reçoivent un soutien pour fonder leur propre petite entreprise et commercialiser leurs produits. Par exemple, María

Les familles paysannes ont perdu jusqu'à 80 % de leur récolte de maïs.

Rubenia Abarca, 24 ans, de San Vicente, a lancé un petit élevage de bétail après un cours de formation : « Un petit veau est né récemment. Maintenant nous avons du lait frais que je peux même vendre », se réjouit-elle.

La création de perspectives d'avenir est également importante, car de nombreux jeunes empruntent le dangereux chemin des États-Unis ou deviennent la cible des gangs de maras, qui tentent également de prendre pied dans les régions rurales.

Jeune paysanne, au Salvador, qui se construit une nouvelle vie grâce à l'agriculture biologique.





Un agriculteur burkinabé pulvérise son champ avec de l'engrais écologique.

BURKINA FASO : RENFORCER LA RÉSILIENCE DES AGRICULTEURS-TRICES

L'Afrique de l'Ouest est déjà fortement impactée par le réchauffement climatique. Pour renforcer la résilience des populations, l'adaptation des techniques agricoles est déjà une réalité dans nos projets au Burkina Faso.

Texte : Lionel Frei, communication. Photo : Warren Saré/Fairpicture

L'Afrique de l'Ouest subit une double injustice face au réchauffement climatique. Côté pollution, les pays ne sont responsables que de 2 % des émissions mondiales. Le Burkina, par exemple, ne produit que 0,2 tonne de CO₂ par personne et par an, contre 4,4 en Suisse. Côté impacts, la région est particulièrement frappée par les conséquences du réchauffement. Extension des zones désertiques, pluviométrie perturbée, manque d'eau : les aléas climatiques se font ressentir fortement dans une des régions les plus pauvres du monde. Et les prévisions ne sont pas optimistes. Selon Sékou Sangare, commissaire « Agriculture, Environnement et Ressources en Eau » de la CEDEAO : « L'Afrique de l'Ouest connaîtra d'ici à 2065 une augmentation de température de 2,5 degrés dans les zones sahéniennes. Les précipitations auront une tendance globale à la hausse dans les zones côtières de la région et des baisses drastiques à l'ouest de la bande sahénienne. Ces deux phénomènes superposés auront des conséquences humaines et économiques dramatiques. »

Favoriser la résilience au Burkina Faso

Il est indispensable d'adapter les pratiques agraires au Burkina Faso, un pays où un tiers du sol est déjà dégradé selon la FAO. « La stratégie est double,

explique Sandrine Rosenberger, responsable du programme de Solidar Suisse, il faut à la fois atténuer les émissions de CO₂ causées par la dégradation des sols, et permettre aux agriculteurs-trices de s'adapter aux changements environnementaux. » L'enjeu est majeur : garantir la sécurité alimentaire des ménages burkinabés dont 80 % vivent au moins partiellement de l'agriculture.

Le Bokashi, une technique d'avenir

Cordon pierreux, zaï, demi-lunes : les techniques traditionnelles sont nombreuses. Nous les revalorisons dans nos projets de soutien à l'agriculture, car celles-ci s'avèrent peu coûteuses et plus résilientes aux aléas climatiques que l'agriculture intensive. Dernière méthode en date : le compost Bokashi. Cette technique originaire du Japon permet de réduire drastiquement l'utilisation d'eau et d'éviter l'utilisation d'engrais chimiques. Dans le cadre de notre soutien aux producteurs de coton par exemple, l'introduction du Bokashi s'est révélée très prometteuse. Harouna Dissa, un des bénéficiaires, a appliqué ce compost nouvelle génération sur une petite partie de son champ. « La différence est que la partie où j'ai appliqué le Bokashi a donné une meilleure production, témoigne-t-il, l'année prochaine, je vais en produire en grande quantité ».

SANS LOI, GARE AU BLOCAGE

En juin, le peuple suisse se prononcera sur la révision de la loi sur le CO₂. Malgré ses défauts, il s'agit d'une étape nécessaire en vue de la justice climatique.

Texte : Alliance Climatique Suisse. Photo : Hendra Setyawan

En 2015, la communauté mondiale s'est engagée à travailler pour freiner le réchauffement climatique et soutenir dans leur lutte les populations du Sud particulièrement touchées. La loi révisée sur le CO₂, qui sera soumise au vote le 13 juin 2021 suite à un référendum du secteur pétrolier et automobile, vise à inscrire l'accord de Paris sur le climat dans la législation suisse. Elle définit des mesures concrètes concernant tous les secteurs importants pour le climat, comme les transports et le bâtiment, afin d'atteindre une réduction de 50 % des émissions d'ici à 2030. Une partie de la compensation doit se réaliser à l'étranger. Il s'agit d'une décision à courte vue sur

La Suisse commence au moins à prendre ses responsabilités.

le plan économique et moralement discutable, car la Suisse s'est engagée à réduire à zéro ses émissions nationales d'ici à 2050 au plus tard. Entre-temps, l'UE exclut non seulement ces stratégies d'évasion mais souhaite même réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 55 % d'ici à 2030.

Réduction des émissions grises

Or la loi sur le CO₂ vise également à réduire les émissions de gaz à effet de serre dans les chaînes de production suisses, ce qui est d'autant plus important puisque les deux tiers sont générés à l'étranger, par exemple par l'importation de biens et les investissements d'institutions financières. Elle prévoit en outre un fonds climatique qui permettra de financer les tâches de protection du climat et les mesures d'adaptation, y compris dans les pays du Sud. Le budget du développement, déjà limité et soumis à des contraintes climatiques, se verra soulagé et la Suisse se rapprochera au moins d'une contribution au financement international du climat qui soit à la hauteur de sa responsabilité mondiale. L'Alliance climatique, dont Solidar Suisse est membre, demande à la Suisse de contribuer à hauteur d'au moins 1 % aux 100 milliards de dollars annuels prévus en 2015

à Paris pour les pays en développement, cela en raison de son empreinte climatique et de sa puissance économique. Cette revendication ne tient pas encore compte du fait que nous avons produit plus d'émissions dans le passé que ce à quoi nous aurions droit sur la base d'une répartition mondiale égale par habitant.

Des mesures supplémentaires sont nécessaires

La loi révisée sur le CO₂ est une étape vers la justice climatique et l'exécution de l'accord de Paris sur le climat. Son refus entraînerait une grave lacune juridique et un blocage de la politique climatique suisse durant de nombreuses années. Même si elle est adoptée, des mesures supplémentaires sont urgentes.

Les compensations qu'elle prévoit à l'étranger ne peuvent en aucun cas remplacer des objectifs de réduction nationaux plus ambitieux à long terme. Pour être à la hauteur d'un développement durable et globalement équilibré, la Suisse doit assumer sa responsabilité en soutenant les populations du Sud les plus touchées par la crise climatique et en couvrant les dommages dont elle est coresponsable. La loi ne propose rien à cet égard, mais la création du fonds pour le climat est un début.

Inondation à Djakarta : Recrudescence des catastrophes naturelles liées au climat.





« LE CHANGEMENT CLIMATIQUE POSE LA QUESTION DE LA JUSTICE DANS SES MULTIPLES DIMENSIONS »

Augustin Fragnière est expert en politique climatique au centre interdisciplinaire de durabilité de l'Université de Lausanne. Nous avons demandé au philosophe comment allier lutte contre le changement climatique et justice.

Interview : Lionel Frei, communication. Photo : m&ad

Quelle place la justice a-t-elle dans les débats sur le réchauffement climatique ?

La justice est au centre du problème du réchauffement climatique, mais il faut préciser ce qu'on entend par ce terme. On peut la définir comme « non-nuisance à autrui ». Vu sous cet angle, il existe une asymétrie très forte. La responsabilité du réchauffement est attribuable aux pays industrialisés, historiquement et encore aujourd'hui. Cette asymétrie est renforcée quand on se penche sur les conséquences du réchauffement. Les régions du monde les plus vulnérables sont les pays les plus pauvres. Les pays industrialisés ont des capacités économiques et techniques pour s'adapter, ce qui n'est pas le cas des premiers. On est donc bien face à une injustice criante.

Le réchauffement climatique implique-t-il d'autres formes d'inégalités ?

Je tiens à insister sur les inégalités de genre. De récentes études montrent que les femmes sont globalement plus touchées, en

raison de leur statut social et économique, par les conséquences du réchauffement. C'est particulièrement vrai dans les pays pauvres, par exemple le cas en matière d'insécurité alimentaire, conséquence du réchauffement. À l'inverse, et c'est plus positif, il semblerait que les mesures politiques climatiques soient plus ambitieuses quand les femmes sont bien représentées au sein des gouvernements.

Peut-on demander aux pays pauvres de participer à la lutte contre le réchauffement ?

Il est clair que les pays développés doivent montrer l'exemple et assumer l'effort financier le plus important, y compris en soutenant les pays en développement dans leur transition. Mais le débat s'est aujourd'hui déplacé. Il ne reste qu'une quantité limitée de GES (le « budget carbone ») que nous pouvons « utiliser » au niveau mondial avant d'atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050. À cette date chaque pays devra avoir atteint la neutralité carbone, qu'il soit riche ou pauvre.

La Suisse fait-elle assez ?

La nouvelle loi sur le CO₂ est un point de départ, mais elle est insuffisante. Un aspect reste problématique. La loi prévoit qu'un quart de l'objectif de réduction de la Suisse pourra se faire à l'étranger sous forme de compensation carbone. C'est une fausse bonne idée, car l'objectif étant d'arriver à la neutralité carbone d'ici à 2050, les réductions doivent avoir lieu partout. Cette mesure aura seulement pour effet de retarder la baisse des émissions en Suisse. Notre pays doit faire les deux : réduire ses GES sur son territoire et aider les pays pauvres à le faire. Pour cela des financements doivent être alloués.

En tant que guide de montagne, pensez-vous qu'il faut repenser notre rapport à la nature ?

Oui, mais pas sous une forme naïve. Une bonne partie de la population ne se rend pas encore compte des impacts négatifs de notre système économique et des modes de consommation qui vont avec. C'est là qu'une prise de conscience doit avoir lieu.



Firda Kurnia, leader du groupe « Voice of Baceprot », sur scène à Djakarta.

SOUS LE HIDJAB CONTRE LES STÉRÉOTYPES

Le groupe de rock féminin indonésien « Voice of Baceprot » lutte avec du heavy metal pour l'égalité des sexes.

Texte : Bernhard Herold, responsable des programmes Asie. Photo : New York Times

Le débat sur l'initiative antiburqa a montré que, dans notre pays, beaucoup considèrent les formes de vêtements utilisés par les femmes musulmanes comme l'expression de leur oppression et de leur marginalisation, du simple voile jusqu'à la burqa en passant par le hidjab, le tchador et le niqab. L'exemple du groupe de métal indonésien « Voice of Baceprot » VOB, montre néanmoins que hidjab et modernité peuvent aller de pair. Les trois jeunes femmes, Firda Kurnia (chant et guitare), Widi Rahmawati (basse) et Euis Siti Aisyah (batterie), jouent un heavy metal mélodieux tout en portant le hidjab.

Ne nous jugez pas tout de suite

Le trio émane du village de Singajaya, du district de Garut, dans l'ouest de l'île de Java et chante en anglais et en sundanais, la langue locale. « Baceprot » est le terme sundanais pour « bruyant », et c'est également le qualificatif approprié pour leur son. Pour en avoir un avant-goût, regardez la vidéo de la chanson « School Revolution », accessible via le code QR ci-contre. Le groupe y réclame l'égalité dans l'enseignement scolaire tout en se défendant contre les stéréotypes. Le refrain en anglais est « Don't try to judge us now » (ne nous jugez pas tout de suite). Le thème de l'environnement et de la

responsabilité personnelle est également important pour les jeunes femmes, comme l'exprime la chanson « The Enemy of the Earth is you » (tu es l'ennemi de la terre). Fondé en 2014, le groupe est certes influencé par ses idoles occidentales comme Rage Against the Machine, Red Hot Chili Peppers et Metallica, mais il a tout à fait trouvé son propre style. Les trois musiciennes ayant des préférences musicales différentes, des traces de hip hop, de funk et de thrash sont également perceptibles.

Début mars de cette année, VOB est apparu virtuellement au festival « WOW – Women of the World ». En présentant le groupe, la chanteuse Firda Kurnia a déclaré : « En jouant notre musique, nous luttons pour nos rêves. »



D'autres vidéos et musiques se trouvent sur YouTube et Spotify et la page Facebook du groupe en vaut la peine :

www.facebook.com/diarymusicVOB



Photo : Mohammad Rakibul Hasan/Fairpicture

SOUTIEN AUX PERSONNES TOUCHÉES PAR LE COVID AU BANGLADESH

Début février, Solidar Suisse a lancé un nouveau projet pour soutenir les réfugié·e·s des camps de Rohingya à Cox's Bazar et la population pauvre des municipalités environnantes touchées par la Covid-19. Il s'agit d'empêcher les personnes dans le besoin de vendre des biens de production tels que des terres, des animaux ou des outils, ou de sauter des repas pour joindre les deux bouts. Plus de 2000 personnes ont obtenu un soutien financier pour répondre à leurs besoins les plus urgents. Du matériel de protection est en outre distribué à 3000 personnes.

CÉLÈBES : L'ARTISANAT CONTRE LES DÉCHETS

Les personnes touchées par le tsunami de 2018 ont lancé une initiative innovante sur l'île de Célèbes, qui leur permettra d'avoir un revenu tout en s'attaquant au problème des déchets. Entre les mains des artisan·e·s, les tubes en plastique, les vieux vêtements et les déchets de bois se transforment en tirelire, cadres photos et décorations murales. Grâce aux perfectionnements organisés par l'organisation partenaire locale de Solidar, 111 personnes ont acquis des compétences artisanales, tout en apprenant à traiter les déchets et à trouver des débouchés pour leurs produits. « Ce n'est pas difficile de faire de l'artisanat avec des déchets, déclare une participante. J'ai également appris à vendre mes produits en ligne via YouTube et Facebook. »



Photo : Solidar Suisse



Photo : Solidar Suisse

RECONSTRUCTION AU NICARAGUA APRÈS DES TEMPÊTES

En novembre dernier, deux tempêtes successives ont frappé de plein fouet le Nicaragua, causant d'énormes dégâts. On estime le nombre de personnes touchées à 1,8 million, 62 000 ayant dû être évacuées. La municipalité de Santa Teresa, où Solidar est active, a été touchée par de fortes inondations. Nous y construisons des logements pour environ 300 personnes. Les nouvelles maisons offrent une protection nettement meilleure contre les ouragans et les tremblements de terre, fréquents dans la région. Par le biais de la reconstruction, nous soutenons aussi l'économie locale : nous recourons et formons la main-d'œuvre locale et nous acquérons les matériaux de construction le plus souvent sur place.

FAIR TOYS : AGIR SUR LE LONG TERME

Solidar Suisse a publié en 2015 les premières recherches sur les conditions de travail catastrophiques des usines de jouets chinoises. Qu'est-ce que cela a changé ?

Texte : Simone Wasmann, responsable des campagnes Travail équitable Asie. Photo : Susanne Hefti

La manifestation de Barbie sur la Paradeplatz de Zurich a probablement été l'image la plus spectaculaire de la campagne Fair Toys de Solidar Suisse, visant à améliorer les conditions de travail dans les usines de jouets chinoises. C'est deux ans plus tard toutefois que nous avons retenu le plus fortement l'attention internationale grâce à un article du quotidien anglais *The Guardian*, qui a fait le tour du monde et rendu nerveuses les multinationales du jouet. Entre les deux, il y a eu des moments forts, comme le magazine *Fair Toys* pour les parents et les enfants, une bourse aux jouets, et surtout l'amitié avec l'extraordinaire militante Marie-Claude Hessler, qui nous a malheureusement quittés à l'âge de 79 ans.

De lents progrès

Notre campagne a été motivée par les violations des droits du travail dans les usines de jouets chinoises, d'où proviennent 70 % des jouets vendus dans notre pays. Avec l'ONG China Labour Watch, nous avons dénoncé les abus : jusqu'à 120 heures supplémentaires par mois, absence d'équipement de protection lors de la manipulation de colles et de peintures toxiques, hébergement indigne. Nous travaillons depuis 2017 avec des ONG internationales comme Action Aid France et Christliche Initiative Romero Deutschland en vue de donner davantage de poids à notre campagne. Il en résulte que les multinationales ne peuvent plus ignorer nos recherches mais doivent mener des inspections dans les usines sous enquête. Mais naturellement, les abus restent cachés si l'on ne fait jamais que des contrôles insuffisants. En outre, les problèmes touchent l'ensemble de l'industrie du jouet. La situation tendrait néanmoins à s'améliorer légèrement dans les usines inspectées plusieurs fois, en comparaison de celles où aucune inspection n'avait eu lieu.

Les consommateurs-trices seraient prêt-e-s à payer davantage pour le commerce équitable

En 2015 déjà, une enquête représentative a montré que 80 % de la population suisse serait prête à payer davantage pour des jouets munis d'un label de commerce équitable. Ils ne trouvent toutefois aucune offre. C'est l'une des raisons pour lesquelles Solidar Suisse s'est engagée au cours des six dernières années dans une discussion critique avec le cer-



Une Barbie grandeur nature manifeste sur la Paradeplatz de Zurich contre les mauvaises conditions de travail des usines de jouets chinoises.

tificateur du secteur ICTI Ethical Toys Programme. Nous avons pu introduire certains points importants, comme la semaine de cinq jours, aux exigences en matière de conditions de travail. La norme reste toutefois trop faible pour représenter plus qu'un alibi de l'industrie, et notre pouvoir de négociation est limité. Le retentissement international de nos recherches oblige certes les multinationales du jouet comme Disney, Hasbro et Mattel à veiller aux violations des droits humains dans leurs chaînes de production, mais cela ne signifie pas qu'elles prennent de vraies mesures. Elles préfèrent transférer la responsabilité aux certificateurs. En effet, elles sont encore bien loin d'une obligation de diligence en matière de droits humains telle que l'exigent les Principes directeurs de l'ONU. En Suisse, notre campagne a contribué à mettre en discussion la consommation tant des jouets que des vêtements, des appareils électroniques ou de l'alimentation.

Pour les années à venir, nous devons développer de nouvelles stratégies pour accroître notre impact. Nous renforcerons les alliances avec les ONG internationales pour nous concentrer sur des abus déterminés, car il est ainsi plus facile de faire bouger les entreprises. Nous avons déjà commencé en 2020 en mettant l'accent sur un phénomène très répandu dans les usines, le harcèlement sexuel.

www.solidar.ch/fair-toys



LE MOZAMBIQUE SE PRÉPARE DÉJÀ AU PROCHAIN CYCLONE

Beat von Däniken a commencé son travail au Mozambique, après que trois ouragans ont dévasté le pays en deux ans. Un début réussi dans des temps difficiles.

Texte : Katja Schurter, rédactrice responsable de Solidarité. Photo : Solidar Suisse

« Il est important pour moi de contribuer à ce que les personnes aient une vie digne avec l'opportunité d'évoluer. » Beat von Däniken n'a pas besoin de réfléchir longtemps sur les raisons qui l'ont amené à diriger le bureau de coordination de Solidar au Mozambique. Nous nous entretenons via Zoom que nous utiliserions de toute façon (pandémie oblige), même si nous n'étions pas séparé-e-s par 12 000 km. « Après de longues années au siège en Suisse, j'ai voulu travailler de nouveau dans un pays africain » raconte le géographe de 55 ans, qui a œuvré au Burundi, en Afghanistan, au Pérou et en Jordanie. Arriver jusqu'à Chimoio mi-novembre n'a pas été simple en raison de la pandémie. Il a toutefois réussi et il se réjouit de se lancer dans un nouveau défi et de collaborer avec des syndicats et des organisations de la base.

Début tempétueux

Néanmoins, il a dû se consacrer immédiatement à l'aide d'urgence car, fin décembre, l'ouragan tropical Chalane dévastait la province de Manica, qui avait déjà été frappée par le cyclone Idai. Solidar Suisse a

organisé l'accès à l'eau potable, les produits d'hygiène et les mesures de protection pour les familles les plus pauvres. « J'ai eu toutefois un bon début : l'équipe m'a abordé de manière très ouverte et le coordinateur Jorge Lampião m'a introduit durant trois semaines avant de partir à la retraite. Mais naturellement, comme étranger, je ne peux pas le remplacer car, venant de Manica, il a un très bon réseau et a dirigé le Bureau 21 de Solidar durant de longues années », déclare-t-il. Il voit son rôle comme encourageant la population à développer ses propres capacités : « Par le passé, les idées venaient du coordinateur. J'aimerais aider les gens à travailler de manière indépendante. Je ne peux pas offrir une mise en réseau locale mais un réseau international qui utilise de nouvelles ressources pour faire avancer le travail. » Après le cyclone Idai, l'aide humanitaire a représenté un grand changement pour le bureau de coordination : de nombreuses personnes ont dû être recrutées et les deux équipes, pour la coopération au développement à long terme et l'aide d'urgence, ont fonctionné à des rythmes et avec des priorités complètement différents.

Beat von Däniken a terminé l'inspection du véhicule avant de visiter une école professionnelle à proximité.

Lier l'aide humanitaire et le développement

« Le défi est de créer une compréhension mutuelle et de croître ensemble. » Ce qui est d'autant plus important que les deux approches sont dépendantes l'une de l'autre et complémentaires : « Le travail de Solidar pour le développement des municipalités est la condition idéale pour préparer les gens aux catastrophes et apporter une réelle aide d'urgence », Beat von Däniken en est convaincu. En effet, les contacts avec les décideurs et la population existent déjà.

« Après une catastrophe, nous devons de nouveau penser en fonction du développement : De quoi vivront les gens, où vont-ils s'installer ? Ces questions d'aménagement du territoire sont hautement politiques. Se borner à distribuer du matériel de secours ne suffit pas, les gens ont besoin d'écoles, de centres de santé, de routes. » Le travail de base lui plaît : « Il faut des communautés informées qui s'organisent et imposent leurs préoccupations. Cela ne se fait pas du jour au lendemain. Le processus est long mais passionnant. » Et les questions de prévention des catastrophes se posent aussi dans ce domaine : les gens vivent-ils dans un lieu sûr ou bien leur maison risque d'être emportée à la prochaine crue ? « Solidar contribue de manière considérable à affaiblir les conséquences des catastrophes naturelles en liant le travail de développement, la prévention des catastrophes et l'aide humanitaire », affirme-t-il.

Créer des perspectives

Beat von Däniken est en revanche bien moins convaincu de la bureaucratie mozambicaine. « Une strate de bureaucrates souvent inutile défend ses privilèges. Les gens n'osent pas critiquer l'autorité. La culture patriarcale se reflète aussi dans les méthodes d'éducation et à l'école. Beaucoup de potentiel est perdu. » C'est là qu'il souhaite apporter sa contribution : « Nous devons favoriser l'éducation, pas seulement l'enseignement supérieur, mais aussi des formations plus courtes et plus pratiques. Il y a certes des institutions de formation, mais elles ont peu de lien avec le marché du travail. Le pire, c'est que les jeunes n'ont pas de possibilité de se développer. Nous devrions nous investir davantage dans ce domaine. C'est aussi une contribution à la prévention des conflits : le fait que les jeunes du nord rejoignent les partis islamistes est dû en partie au manque de perspectives. »

Carlo Sommaruga
Président de Solidar Suisse



Répartir équitablement les charges et les coûts

En 1992, lors du Sommet de la Terre à Rio, la communauté mondiale a adopté le principe de la responsabilité commune mais différenciée en matière de changement climatique. Les charges et les coûts doivent être répartis équitablement entre les pays. Ce principe a été confirmé dans l'Accord de Paris sur le climat. En raison de son haut niveau d'industrialisation et de consommation, la Suisse contribue plus à la destruction de la planète que le Burkina Faso par exemple. C'est pourquoi elle s'est engagée à payer une contribution équitable à la restauration des écosystèmes et aux mesures d'adaptation au climat. Mais les actes n'ont suivi qu'avec hésitation.

Le Parlement a certes dit oui à la transition énergétique d'ici à 2050, tout en permettant que les chauffages au fioul soient remplacés par d'autres systèmes au fioul et que des voitures toujours plus grandes, dont les émissions de CO₂ augmentent au lieu de diminuer, circulent sur nos routes. Les politicien-ne-s ont au moins adopté la nouvelle loi sur le CO₂. S'il s'agit d'un pas nécessaire et important, il ne suffit pas. En sus de la réduction des gaz à effet de serre à l'interne, la Suisse doit considérablement augmenter sa contribution aux pays plus pauvres afin qu'ils puissent compenser les dommages issus du dérèglement climatique et s'y adapter. Toutefois, les ressources limitées de l'aide au développement ne doivent pas être utilisées à cette fin et simplement calculées une seconde fois comme financement international du climat. Une nation industrielle riche comme la Suisse ne peut pas vivre aux frais des générations suivantes et des plus pauvres de la planète.

			4			9		
3		8		7				6
			2				3	
	1					8	4	
		5	9		6	1		
	3	7					5	
	2				5			
1				2		5		7
		3			1			

Solution :

LE SUDOKU DE SOLIDAR

Compléter les cases vides avec les chiffres 1 à 9. Chaque chiffre ne peut figurer qu'une seule fois sur chaque ligne, dans chaque colonne et dans chacun des carrés de 3 x 3 cases.

La solution se trouve dans les cases grises lues horizontalement, selon la clé suivante :

1=I, 2=E, 3=S, 4=T, 5=M, 6=A, 7=C, 8=L, 9=R

Envoyez la solution à Solidar Suisse sur une carte postale ou par courrier à contact@solidar.ch, objet « sudoku ».

1^{er} prix Un masque de protection cousu main du Mozambique

2^e prix Un tablier du projet contre la violence en Bolivie

3^e prix Un marque-page au motif de lama en argent de Bolivie

La date limite d'envoi est le 25 juin 2021. Le nom des gagnant-e-s sera publié dans le Solidarité 3/2021. Aucune correspondance ne sera échangée concernant ce concours. Tout recours juridique est exclu. Les collaborateurs et collaboratrices de Solidar Suisse ne peuvent pas participer au concours.

La solution du concours paru dans Solidarité 1/2021 était « libertés civiles ». Barbara Schenk Seiler de Bern a gagné un masque de protection du Mozambique, Raymond-Felchlin Dumont de Buchs un stick USB de Bolivie et Marc Schaerer de Thônex des mangues du Burkina Faso. Nous remercions toutes celles et tous ceux qui ont participé au concours.



Comment les habitants de l'île indonésienne de Sulawesi sont passés de victimes à spécialistes

Chaîne du Bonheur, 24.3.2021

Deux ans et demi après le séisme de 2018 et le tsunami destructeur qui en avait résulté, les habitants de l'île de Sulawesi (île de Célèbes) ont dû faire face à un nouveau séisme en ce début d'année, cette fois 500 kilomètres plus au sud. Retour sur l'effet qu'a eue cette faible distance sur l'aide apportée par nos organisations partenaires et la solidarité de la population.

Save the Children a mis en place des points de lavage des mains et informe les enfants sur la manière d'enrayer la pandémie. Solidar Suisse organise un transport d'eau depuis plusieurs sources jusqu'aux villages et s'assure que celle-ci ne soit pas contaminée. ADRA recrute des volontaires qui aident les victimes à reconstruire leur logement.



Pain pour le prochain et Action de Carême lancent aujourd'hui leur campagne œcuménique

RTS, 17.2.2021

Ils appellent la BNS à sortir des énergies fossiles. Une campagne sous tension puisque depuis les votations pour des multinationales responsables les ONG sont critiquées pour utiliser des fonds publics dans des campagnes politiques. Les commentaires de Tiziana Conti (campagne œcuménique), Lionel Frei (Solidar Suisse) et d'autres organisations non gouvernementales.



Ravagée par deux ouragans, l'Amérique centrale appelle à l'aide

Le Temps, 12.2.2021

Eta et Iota : deux lettres de l'alphabet grec donnent aux tempêtes atlantiques de novembre dernier des allures de déesses antiques. Mais ce sont des déesses funestes. La saison 2020 des ouragans atlantiques a été la plus intense jamais enregistrée et 5 millions de personnes ont un urgent besoin d'aide, alertent le Bureau des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA) et la FAO. Pour la première fois, deux ouragans majeurs ont dévasté l'Amérique centrale à deux semaines d'intervalle, en novembre 2020.

Sans compter la situation sanitaire au sein d'une des populations les plus pauvres du globe. Selon l'ONG Swissaid, qui a également lancé un appel, 1,5 million de Nicaraguayen-ne-s ont vu leur maison emportée. Dans la même région, sa consœur Solidar suisse mène également des projets de reconstruction.

S'ENGAGER

Luttez à nos côtés pour un monde équitable. Les possibilités d'agir sont multiples, quelle que soit l'échelle – voici quelques propositions concrètes.

SONDAGE



Que faire pour le climat ?

Cessez-vous de prendre l'avion afin de stopper le réchauffement climatique ? Jouez-vous au tennis dans les succursales du Credit Suisse ? Faites-vous des dons pour les personnes touchées dans les pays du Sud ou compensez-vous les miles aériens ? Dites-nous quelle action vous trouvez nécessaire contre le changement climatique et ce que vous faites concrètement.



Vers le sondage :
www.solidar.ch/sondage

ENSEMBLE



Le 21 mai 2021 aura lieu la journée d'action et de grève nationale du mouvement pour le climat. Elle vise à jeter les bases d'un changement à long terme vers une société durable et respectueuse du climat. En effet, nous ne pouvons plus attendre en regardant les catastrophes se succéder, nous devons prendre les choses en main !

Informations pour participer :
www.strikeforfuture.ch

FAIRE UN DON



Soutenez notre aide d'urgence pour les victimes du séisme à Sulawesi, dont les maisons sont de nouveau détruites après le tsunami d'il y a deux ans et demi. Nous pourrions leur fournir des hébergements d'urgence, un accès à l'eau potable et du matériel de protection contre la Covid-19.

Faire un don maintenant :
www.solidar.ch/celebes

ENSEMBLE

IMPRESSUM

Éditeur Solidar Suisse, Quellenstrasse 31, 8005 Zurich, tél. 021 601 21 61, email : contact@solidar.ch, www.solidar.ch
CP 10-14739-9 Lausanne
Membre du réseau européen Solidar
Rédaction Katja Schurter (rédactrice responsable), Christian von Allmen, Lionel Frei, Benjamin Gross, Cyrill Rogger

Layout artischock.net
Traduction Katja Schurter, Anne Walder Pfyffer
Correction Jeannine Horni, Catherine Vallat
Impression et expédition Unionsdruckerei/subito AG, Walther-Bringolf-Platz 8, 8201 Schaffhouse
Paraît quatre fois par an. Tirage : 37 000 ex.
Le prix de l'abonnement est compris dans la

cotisation (membres individuels 70.– par an minimum, organisations 250.– minimum).
Imprimé sur papier recyclé et respectueux de l'environnement.

Dernière page Rejoignez la Grève pour l'Avenir le 21 mai. Photo : Jörg Farys



La pandémie de coronavirus le montre bien : les crises doivent être prises au sérieux ! C'est pourquoi la Grève pour le Climat, en collaboration avec de nombreuses organisations, mouvements et individus, lance une nouvelle fois la Grève pour l'Avenir.

Pouvez-vous tolérer que les travailleurs·euses paient le prix de cette crise ? Pouvez-vous vous imaginer dans le futur expliquer ce qu'est la neige à des enfants ? Alors rejoignez-nous haut et fort le 21 mai pour un avenir digne d'être vécu !

Voyez ci-après ce qui est planifié près de chez vous : www.strikeforfuture.ch



**Merci beaucoup
pour votre soutien !**

**STRIKE FOR
FUTURE**